

« NOUS VOYONS CLAIREMENT LES  
AVANTAGES D'UNE AUTORITÉ  
SANITAIRE BIEN FINANCÉE. »  
ENTRETIEN AVEC L'ÉCONOMISTE  
JAMES KENNETH GALBRAITH

Jérôme Skalski



*L'économiste américain James K. Galbraith. © Magali Bragard*

**Entretien.** L'économiste américain, qui, dans ses ouvrages, dénonce « l'emprise magique des conservateurs sur les esprits de la gauche » et l'invite à se « désintoxiquer de l'idéologie du marché dominant », dresse une analyse critique de la crise actuelle et trace les pistes d'une alternative progressiste à sa perspective catastrophique.

Vous déterminez les facteurs et la structure des inégalités économiques et sociales dans votre récent ouvrage *Inégalité*. Ce que chacun doit savoir. La crise du Covid-19 n'est-elle pas particulièrement révélatrice à cet égard ?

James K. Galbraith Cette crise révèle quelque chose de plus grand, de plus profond et de plus difficile à mesurer que de simples inégalités économiques. Elle a mis en évidence l'extrême fragilité du modèle néolibéral et le fiasco abject de la perspective individualiste. Une réponse efficace au Covid-19 requiert un esprit d'objectif commun et une organisation sociale compétente, à l'échelle nationale au moins. C'est précisément dans les pays qui ont conservé ces deux qualités – notamment la Chine, la Corée, le Vietnam, la Nouvelle-Zélande, mais aussi, en Europe, l'Allemagne, les pays nordiques peut-être et aussi, en dépit de tout, la Grèce – que la pandémie a été combattue avec succès et avec des pertes relativement modestes. Inversement, c'est précisément dans les pays les plus touchés par l'austérité néolibérale – l'Italie, l'Espagne et la France – et dans les capitales néolibérales du Royaume-Uni et des États-Unis que la pandémie a le plus échappé à tout contrôle et infligé les plus grands dégâts. Les États-Unis remportent la palme à cet égard, car ils ne disposent pas d'un service de santé national et ont également un gouvernement fédéral qui est entièrement entre les mains de prédateurs sociopathes du type le plus méprisable.

*"L'épidémie ne peut être maîtrisée que par une action sociale commune."*

On a vu un peu partout les États mettre en place des plans de sauvetage des entreprises, grandes ou petites. Quelle devrait être l'action de la puissance publique à l'égard des secteurs les plus fragilisés et paupérisés de la population ?

**James K. Galbraith** La question que je poserais est l'inverse : comment les couches les plus marginales, les plus pauvres, les plus maltraitées et les plus menacées de la population peuvent-elles affirmer leur autorité sur les autorités publiques ? C'est ce qui est requis dans cette crise. Car ce n'est que par une action sociale commune que l'épidémie peut être maîtrisée, et c'est uniquement par une mobilisation effective de l'ensemble de la population qu'une action sociale commune est possible. Au-delà de cela, la vie sociale et économique doit maintenant être réorganisée, en accordant une priorité appropriée aux services de santé, aux fournisseurs de nourriture, d'eau, d'électricité et aux autres services de base et d'ordre public ainsi qu'à une réorganisation de la vie économique sur des fondations durables. Aux États-Unis, la seule chose à faire avec les autorités publiques actuelles au niveau fédéral est de les remplacer, le plus tôt possible, par des agents publics efficaces et dévoués. Ceux-ci continuent d'exister dans ce pays aux niveaux de l'État et des municipalités ainsi que dans les communautés locales en général, de sorte que la situation n'est pas totalement désespérée à long terme. Mais elle est très désespérée en ce moment et pour un avenir proche et pourrait facilement empirer plutôt que s'améliorer, à moins d'une véritable mobilisation politique du type que nous venons de décrire.

La crise du Covid-19 démontre le rôle central et stratégique du secteur hospitalier et médical. Ne montre-t-elle également pas la nécessité, à l'encontre de décennies de régression de l'intervention publique dans ce domaine, de le mettre au centre de l'économie sociale et publique ?

**James K. Galbraith** Oui. Nous voyons clairement les avantages d'une autorité sanitaire nationale bien financée dans les cas de la Chine et de la Corée, notamment. Mais aussi au Royaume-Uni ; bien qu'il soit sous-financé, le National Health Service (NHS) continue de jouer un rôle critique, de plus en plus reconnu par tous. En Espagne et en Irlande, les services de santé ont été nationalisés, en reconnaissance, également, des réalités. Il est

difficile d'imaginer que le modèle américain d'assurance-maladie privée et le système de prestations totalement décentralisé des services de santé puissent survivre à cette épidémie, mais nous verrons. Un problème que les hôpitaux rencontrent actuellement aux États-Unis est qu'ils sont, dans une large mesure, vides – car, en raison du confinement, il n'y a pas d'accidents de voiture ou de travail à proprement parler, et une incidence réduite des autres maladies infectieuses. Ainsi, certains hôpitaux manquent des fonds qu'ils recevraient autrement de l'assurance ainsi que du programme de Medicare-Medicaid pour fournir des soins de santé – juste au moment où ils doivent être prêts pour les cas de Covid-19. Le système n'est pas viable, à l'aune d'aucun critère raisonnable.

*"Le projet politique des conservateurs américains consiste à exploiter et à profiter des structures de l'État-providence léguées par le New Deal des années 1930 et le programme de la Grande Société des années 1960."*

Dans l'État prédateur, vous montrez combien l'idée selon laquelle les libéraux se présentent comme les défenseurs du marché libre est une illusion. L'interventionnisme décomplexé dont font preuve les États pour sauver les grandes structures du capitalisme en cas de crise, comme en 2008, ne vient-il pas corroborer vos analyses et valider vos propositions ?

James K. Galbraith Permettez-moi d'être un peu prudent en énonçant l'argument précis de ce livre, car le terme « libéral » a une signification différente aux États-Unis qu'en Europe. Aux États-Unis, « libéral » a tendance à se référer au centre gauche du monde politique, en particulier à ceux élevés dans la tradition qui s'étend de Franklin Roosevelt à Lyndon Johnson. « Conservateur » est le mot le plus utilisé en Amérique pour décrire ceux que l'on pourrait appeler néolibéraux, libéraux classiques ou ordolibéraux en Europe. Mon argument dans *l'État prédateur* était que les conservateurs américains n'étaient pas

des partisans du « marché libre » en réalité mais que leur projet politique consistait plutôt à exploiter et à profiter des structures de l'État-providence léguées par le New Deal des années 1930 et le programme de la Grande Société des années 1960, notamment la sécurité sociale, l'assurance-maladie, Medicaid et bien d'autres institutions créées alors, y compris la gestion des urgences, la politique énergétique et, bien sûr, le Pentagone. Alors, en ce sens, oui, la pratique du sauvetage des entreprises et des banques est certainement l'État prédateur à grande échelle, même en tenant compte du fait que de nombreux ménages américains de la classe moyenne sont des associés minoritaires dans les classes d'obligations via leurs comptes d'investissement de retraite. Après une forte baisse à partir de laquelle les vendeurs à découvert ont réalisé de gros bénéfices (plus de 300 milliards), les marchés boursiers et obligataires ont été stabilisés par l'intervention fédérale. Mais maintenant, nous voyons autre chose. Désormais, le jeu du gouvernement central est transparent et consiste à contraindre les gouvernements des États et les collectivités locales – qui n'ont pas reçu d'aide financière significative – à la faillite, de manière à détruire les pensions publiques et les syndicats, notamment les syndicats d'enseignants. Il consiste aussi, dans la prochaine vague de propositions, à financer le système public de sécurité sociale et Medicare en réduisant les contributions sociales. De cette façon, les conservateurs américains peuvent aller au-delà de l'État prédateur, jusqu'à la destruction finale des institutions centrales du New Deal américain.

En poussant au télétravail des millions de salariés du secteur tertiaire, la crise du Covid-19 montre le caractère conventionnel plus que nécessaire de la localisation en entreprise de millions d'heures de travail dans ce secteur. Ne faut-il pas en tirer des leçons quant à l'organisation générale même de ce type de travail compte tenu de ses conséquences sociales et environnementales ?

James K. Galbraith Nous constatons qu'il existe des alternatives aux dispositions précédentes tirant parti des infrastructures et

des investissements en capital déjà réalisés au niveau des ménages, par exemple dans les ordinateurs, les réseaux sans fil et la fibre optique, similaires à ce qui s'est déjà produit avec Uber, Lyft et Airbnb. Cela rendra une bonne partie des installations physiques des bureaux (et également des salles de classe) superflues, ainsi que de nombreux déplacements quotidiens, de l'usure des véhicules et des routes et de l'utilisation des ressources énergétiques. Les voyages à longue distance seront fortement affectés, car de nombreuses réunions peuvent être organisées en ligne et les événements à grande audience – conventions et conférences par exemple – ne sont de toute façon pas possibles pour des raisons de santé. Il en résultera un effondrement sinon la fin pour une longue période de la construction de nouveaux bureaux commerciaux, de nouveaux hôtels, de nouveaux magasins de détail et une forte baisse du secteur automobile. Pendant ce temps, certaines parties de la chaîne d'approvisionnement mondiale seront rapatriées – mais cela dépend d'une action publique qui peut ne pas advenir ou être soutenue. Nous avons déjà constaté des échecs importants dans ce domaine.

*"La seule voie compatible avec une restructuration réussie de l'économie est une dépréciation générale des dettes."*

La restructuration ou l'annulation massive des dettes à l'échelle mondiale n'est-elle pas une mesure nécessaire à une tabula rasa qui permette un renversement des politiques économiques qui ont conduit à la situation actuelle ?

James K. Galbraith Bien que certains mécanismes de restructuration de la dette tels que les refinancements hypothécaires existent, ils sont presque sûrement insuffisants, et les fonds publics soutenant les grandes entreprises reposent sur l'hypothèse que les entreprises retrouveront leur rentabilité dans un proche avenir. Nous pouvons être assez sûrs que ce ne sera

pas le cas dans un large éventail de secteurs importants. Si rien n'est fait, il en résultera un chômage permanent et une vaste gamme de saisies et d'expulsions, produisant des armées de sans-abri qui ressentiront à juste titre le désespoir et la colère. Ma conclusion est que le choix est entre socialiser les paiements de la dette – tandis que la valeur des actifs sous-jacents diminue – ou restructurer les dettes elles-mêmes. La première voie est suivie dans une certaine mesure dans la crise immédiate mais n'est pas très attrayante pour des raisons économiques à long terme. Donc, au final, il semble que la seule voie compatible avec une restructuration réussie de l'économie est une dépréciation générale des dettes à des niveaux qui puissent être soutenus, compatibles avec la stabilité sociale. Ce n'est pas tout à fait une tabula rasa mais ce serait néanmoins un très grand changement dans l'ordre social, et une remise à zéro de la répartition des actifs réels et de la richesse financière.

Des groupes de pression économique ont particulièrement résisté à la mise en place des mesures sanitaires nécessaires à la sauvegarde des populations et veulent hâter au retour à la situation d'avant-crise. Pourquoi ce déni face à l'évidence d'un échec fondamental du système capitaliste ?

James K. Galbraith Mon père a souligné à plusieurs reprises que ceux qui jouissent de privilèges risqueraient leur propre destruction totale plutôt que de renoncer au moindre élément de leurs avantages. Cette mentalité est toujours très présente chez nous. Mais il y a aussi le fait que les forces économiques et les groupes de pression que vous décrivez sont dirigés par des gens qui ont une vision exagérée de leur propre perspicacité et de leur importance. Ils sont incapables de saisir l'étendue des défis et des transformations qui nous attendent, incapables de penser à l'avenir. Ils se retirent donc dans une frayeur aveugle, dans le cocon du passé récent. L'histoire ne leur pardonnera pas. Ce n'est pas non plus pas mon intention.

**Entretien réalisé et traduit par Jérôme Skalski**